



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique familiale

Question écrite n° 2399

## Texte de la question

M. Jean-Luc Prével attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur les mesures en faveur des emplois familiaux. Les différentes mesures prises pour l'emploi à domicile ont contribué ces dernières années à faire progresser le nombre des particuliers employeurs de 50 % environ, passant de 800 000 à 1 200 000 et celui des employeurs d'assistant(e)s maternel(le)s de 200 000 à 400 000. A titre d'exemple, les particuliers employeurs handicapés ou âgés de plus de soixante-dix ans bénéficient d'une exonération des charges patronales de sécurité sociale. Les particuliers employeurs soumis à l'impôt sur le revenu bénéficient d'une réduction d'impôt limitée à 50 % des dépenses qu'ils ont effectivement engagées. Toutes ces mesures bénéficient non seulement aux employeurs, qui sont incités fiscalement à embaucher, mais surtout à des populations souvent en difficulté qui peuvent, par le biais des emplois familiaux, retrouver un vrai emploi, une vraie insertion, une vraie dignité. La remise en cause, pour des motifs idéologiques, des mesures existantes aurait pour conséquence de provoquer non seulement des licenciements massifs mais également un retour du travail non déclaré dans ce secteur d'activités. C'est en ce sens qu'il souhaiterait voir précisée la politique que souhaite conduire le Gouvernement en la matière, espérant que les emplois familiaux, qui sont de vrais emplois, soient soutenus et reconnus comme un moyen d'insertion et de lutte contre le chômage.

## Texte de la réponse

La ministre de l'emploi et de la solidarité ne méconnaît pas l'importance des emplois de services à la personne, et entend continuer à contribuer à leur développement. Néanmoins, l'équité exigeait que certaines des mesures existantes fassent l'objet d'ajustements. Ainsi, afin de conserver à la réduction d'impôt son caractère incitatif à l'emploi sans qu'il constitue pour autant un effet d'aubaine au profit des ménages les plus fortunés, la loi de finances pour 1998 ramène de 90 000 francs à 45 000 francs le plafond de dépenses ouvrant droit à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile prévue à l'article 199 sexdecies du code général des impôts. Toutefois, pour prendre en compte la situation particulière des contribuables lourdement handicapés, le plafond des dépenses ouvrant droit à réduction d'impôt est maintenu à 90 000 francs en faveur des foyers fiscaux dont au moins l'un des membres est titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. S'agissant de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED), elle est actuellement attribuée à 66 000 familles, soit à un nombre restreint de personnes puisqu'elles représentent seulement 2 % des familles ayant un enfant de moins de six ans. Il est apparu que la garde à domicile, du fait de son coût, était réservée aux ménages aisés (1,9 fois le coût de la garde en crèche collective) mais constituait surtout le mode de garde le plus pris en charge par la collectivité. Ainsi l'aide publique apportée à une famille qui emploie à temps plein une personne à son domicile pouvait s'élever, en cumulant l'AGED et la réduction d'impôt, à 80 000 francs par an contre 54 000 francs au maximum pour une garde en crèche collective. Ce sont ces raisons qui ont conduit le Gouvernement à la ramener à de plus justes proportions. L'AGED prendra en charge, à compter du premier trimestre 1998, 50 % des cotisations sociales dues pour l'emploi dans la limite de 6 418 francs par trimestre pour la garde d'un enfant de moins de trois ans et de 3 209 francs par trimestre pour celle d'un enfant âgé de trois à six ans. Pour les familles qui disposent de revenus inférieurs à 300 000 francs par an et qui pourraient

rencontrer des problèmes d'organisation, l'AGED prendra en charge, pour la garde d'un enfant de moins de trois ans, 75 % des cotisations sociales dues pour l'emploi dans la limite de 9 627 francs par trimestre. La réforme de l'AGED ne sera pas désincitative à la déclaration de l'emploi puisque le cumul de cette allocation et de la réduction d'impôt pour emplois familiaux permettra de prendre en charge, dans la majorité des cas, la totalité des cotisations sociales liées à l'emploi : une famille avec deux enfants, dont les revenus s'élèvent à 250 000 francs et qui emploie une personne à temps plein payée au SMIC pour assurer la garde d'un enfant de moins de trois ans, recevra une aide annuelle (AGED et déduction d'impôt) égale à 52 180 francs pour des cotisations salariales et patronales s'élevant à 49 934 francs. Les 66 000 familles bénéficiaires de l'AGED, dont 41 % ont un revenu annuel supérieur à 384 000 francs, continueront à percevoir une aide d'un montant pouvant aller jusqu'à 3 209 francs par mois, et représentant entre 40 et 60 % du coût des dépenses occasionnées par la garde de leurs enfants. Il est en outre précisé que les aides aux modes de garde des enfants seront globalement réexaminées dans le cadre de la réflexion d'ensemble sur la politique familiale qui sera conduite en 1998. Enfin, le dispositif d'aide à l'emploi d'une assistante maternelle (AFEAMA) et l'exonération totale des cotisations patronales de sécurité sociale accordée aux personnes âgées ou handicapées ne sont pas remis en cause.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Luc Prével](#)

**Circonscription :** Vendée (1<sup>re</sup> circonscription) - Union pour la démocratie française

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 2399

**Rubrique :** Famille

**Ministère interrogé :** emploi et solidarité

**Ministère attributaire :** emploi et solidarité

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 25 août 1997, page 2691

**Réponse publiée le :** 9 mars 1998, page 1349